

Mayotte : «La loi d'urgence doit inscrire l'interdiction des bidonvilles en tête de ses priorités», demande le maire de Mamoudzou

Emmanuel Galiero

Publié à 20:50, mis à jour à 20:51

ENTRETIEN - Placé à la tête de la plus grande ville de Mayotte (92.000 habitants), l'élu membre des Républicains, Ambdilwahedou Soumaila, exige dans un entretien au *Figaro* que l'interdiction des bidonvilles soit inscrite en tête de la loi d'urgence, avant d'aborder la question de la reconstruction.

Quinze jours après les ravages du cyclone Chido qui a fait à ce jour 39 morts et plus de 4460 blessés (dont 124 graves), Ambdilwahedou Soumaila, s'est confié au Figaro avant la visite du premier ministre François Bayrou, *attendu désormais lundi*¹ sur l'archipel accompagné de plusieurs ministres dont Elisabeth Borne (Éducation), Manuel Valls (Outre-mer), Valérie Létard (Logement), Yannick Neuder (Santé) et Thani Mohamed Soilihi (Francophonie et Partenariats internationaux).

LE FIGARO .- Quelle situation observez-vous à Mayotte 15 jours après le passage dévastateur du cyclone Chido ?

AMBDILWAHEDOU SOUMAILA .- Elle est toujours compliquée. Au-delà des problèmes de *manque d'eau et d'électricité*², nous sommes confrontés à l'accumulation des déchets. Presque 90% du territoire communal étant touché, cela exige de gros travaux de déblaiements. Les familles submergées par *les ordures ménagères*³ nous demandent d'intervenir mais nous avons du mal à les ramasser. Ce sont des urgences vitales qui exigent un effort constant car plus le temps passe plus *le risque de maladies augmente*⁴. D'ailleurs certains malades dépendants de machines à oxygène n'ont pas d'électricité pour les faire fonctionner.

Constatez-vous cependant des progrès depuis le déclenchement des opérations d'urgence ?

À Mamoudzou, l'une des communes les plus touchées, on peut noter des progrès concernant la prise en charge de la santé. L'hôpital de campagne a commencé à travailler depuis quelques jours et cela a soulagé l'engorgement des besoins. 130 personnes ont été prises en charge lors de la première journée. Ces chiffres doublent les capacités hospitalières de la capitale. Je note aussi que la distribution des bouteilles d'eau progresse depuis vendredi, même si elle reste très insuffisante.

Nous étions partis sur le rythme d'une distribution par jour et par village de Mamoudzou mais les volumes évoluent dans le bon sens. Malheureusement, encore aujourd'hui nous n'arrivons pas à établir le contact avec les maires des 17 autres communes qui composent la communauté urbaine. À ce jour, je n'ai pu m'entretenir qu'avec trois d'entre eux, via le syndicat chargé de la gestion des déchets. Les autres viennent à peine d'être *équipés de téléphones*⁵ Starlink.

Quels sont les principaux messages que les Mahorais veulent adresser au premier ministre François Bayrou et à son ministre des Outre-mer Manuel Valls, en visite sur l'archipel à partir de lundi ?

Les Mahorais auront certainement envie de dénoncer *les nombreuses erreurs commises au cours de trente dernières années*⁶ pour leur dire qu'il est grand temps de sortir du bricolage permanent. Notre petit territoire a besoin de projets structurants immédiatement. Si nous ne prenons pas la mesure de ce qui s'est passé ici, nous irons droit dans le mur et nous raterons un rendez-vous historique pour la reconstruction de Mayotte. Le gouvernement doit s'engager pleinement. C'est ce que nous avons écrit dans une motion, votée lors du conseil municipal exceptionnel organisé dimanche dernier. Nous espérons ne plus jamais être confrontés à autant de morts et de blessés.

Il serait politiquement irresponsable, voire
assassin de promettre des résultats en
reproduisant les mêmes erreurs. Personne ne

peut ignorer que d'autres cyclones toucheront Mayotte et que le dérèglement climatique est enclenché

C'est pourquoi nous demandons que désormais, les bidonvilles, dans lesquels vivent aussi des immigrés légaux, soient strictement interdits à Mamoudzou. Personne n'accepterait que sa commune abrite le plus grand bidonville d'Europe, comme cela est notre cas aujourd'hui. De grandes opérations de décasages ont été organisées depuis des années mais chacun sait que ces bidonvilles restent des cimetières à ciel ouvert. *La loi d'urgence*⁷ que nous attendons prochainement doit inscrire l'interdiction de ces bidonvilles en tête de ses priorités, avant d'aborder la question de la reconstruction.

Il serait politiquement irresponsable, voire assassin de promettre des résultats en reproduisant les mêmes erreurs. Personne ne peut ignorer que d'autres cyclones toucheront Mayotte et que le dérèglement climatique est enclenché. Les choses ne peuvent qu'empirer. Il est impossible de fermer les yeux sur ces réalités. Nous serons tous comptables des futures tragédies. On ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir lancé l'alerte. Désormais, chacun doit prendre ses responsabilités.

Que reprenez-vous des précédentes visites du président de la République Emmanuel Macron et du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau ?

Ils sont venus avec des messages de compassion, 48h après cette immense crise. C'était important. *Emmanuel Macron*⁸ a été accueilli au centre hospitalier, il a pu discuter avec les gens dans plusieurs quartiers et chez nous cela s'est très bien passé. À ce moment-là, les responsables politiques se sont mis à l'écoute de manière républicaine. Il appartient au nouveau gouvernement d'agir maintenant avec courage pour prendre des décisions. C'est ce qui a le plus manqué à Mayotte ces dernières années.

L'évaluation précise du nombre de morts est toujours difficile. Quelle estimation vous semble la plus crédible à cette heure ?

Sans bidonvilles, ces questions de chiffrages n'auraient pas été posées. Mais aujourd'hui encore, je suis incapable de vous donner un chiffre précis.

Voyez-vous un lien entre les conséquences de cette catastrophe naturelle et le chaos migratoire auquel Mayotte est confrontée ?

Quand vous débarquez sur un territoire sans aucun moyen, vous récupérez des tôles, des morceaux de bois, vous plantez des piquets dans le sol et vous improvisez des fondations avec des pneus et un toit pour abriter votre famille. On a déploré des morts liés à des éboulements ou à des incendies provoqués par des branchements sauvages sur les réseaux électriques. On a fermé les

yeux sur certains de ces drames mais il faut savoir que de nombreux lieux habités étaient inaccessibles aux secours et aux recherches de rescapés. Tout cela pour vous dire qu'il existe un lien *entre l'immigration et les bidonvilles*⁹, que cette immigration soit d'ailleurs légale ou clandestine.

Mais comment avez-vous observé la polémique née en métropole sur cette question ?

Elle est absurde. Elle est animée par des gauchistes qui se posent en humanistes mais qui sont prêts à laisser mourir les gens dans ces bidonvilles. Nous avons toujours mis l'index sur ces risques mais si ceux qui alimentent ces polémiques depuis Paris sont aussi humanistes qu'ils le disent, je leur propose d'organiser l'accueil chez eux, à domicile. Il ne suffit pas de parler à la télé. Il faut agir.

Avant le cyclone, vous aviez régulièrement dénoncé la dégradation de la sécurité et de la crise migratoire sur le plan local. Craignez-vous une aggravation de ces problèmes ou croyez-vous que le drame de Chido puisse aboutir à des transformations susceptibles d'améliorer les choses ?

Tout dépend de la position qui sera adoptée par le gouvernement. Soit on se sert de cette crise malheureuse pour changer totalement de braquet, soit on ne tire aucune leçon et les choses s'aggraveront. C'est aussi simple que cela. Personnellement, j'espère que ce grand élan de solidarité ne sera pas vain et que l'on n'en restera pas aux mots. Le temps de l'action est venu. Le 31 décembre, je reçois l'ensemble des architectes de Mayotte pour commencer à réfléchir avec eux sur des solutions immobilières sécurisées.

Avez-vous les moyens de chiffrer le coût des destructions et celui de la reconstruction ?

Nous avons réalisé un premier diagnostic concernant les *écoles publiques*¹⁰ de Mamoudzou: il faut dix millions d'euros pour les reconstruire. Concernant la voirie et les réseaux, le chiffrage atteint 15 millions d'euros. J'ai mobilisé plusieurs cellules pour évaluer les autres coûts prévisibles, notamment ceux des autres bâtiments publics et équipements sportifs. La réhabilitation de ce qui a été détruit est un sujet crucial mais nous devons aussi anticiper la reconstruction des infrastructures du territoire. Je pense par exemple aux réseaux routiers qui exigent une réflexion globale des flux, aux réseaux d'eaux ou aux réseaux électriques. Ce sont des sujets essentiels pour l'avenir de Mayotte. Globalement, il me semble difficile de faire l'économie de plusieurs dizaines de milliards d'euros à l'échelle du territoire.

En quelques mots, que dites-vous aux autorités françaises ?

Assumons la reconstruction de Mayotte avec courage et sans trembler !

- 1) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/mayotte-deplacement-decale-d-un-jour-pour-francois-bayrou-en-quete-de-solutions-concretes-20241228>
- 2) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/cyclone-chido-a-mayotte-reouverture-des-ecoles-reseau-de-l-eau-propos-polemiques-emmanuel-macron-s-explique-dans-les-medias-mahorais-20241220>
- 3) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-mayotte-c-est-un-drame-sanitaire-qui-va-se-jouer-20241216>
- 4) <http://sante.lefigaro.fr/quel-est-le-risque-d-un-retour-du-cholera-a-mayotte-apres-le-passage-du-cyclone-chido-20241217>
- 5) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/on-ne-peut-pas-avoir-des-nouvelles-des-gens-apres-le-cyclone-chido-mayotte-coupee-du-monde-20241216>
- 6) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/mayotte-infrastructures-logement-securite-immigration-justice-l-etat-desempare-face-a-un-chaos-generalise-20241216>
- 7) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/cyclone-chido-a-mayotte-emmanuel-macron-promet-une-loi-speciale-pour-rebatir-l-ile-20241220>
- 8) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/a-mayotte-emmanuel-macron-confronte-a-la-detresse-et-a-la-colere-des-habitants-20241219>
- 9) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/mayotte-la-lutte-contre-l-immigration-illegale-a-repris-dans-des-conditions-operationnelles-depuis-une-semaine-affirme-le-prefet-de-l-archipel-20241227>
- 10) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/cyclone-chido-a-mayotte-reouverture-des-ecoles-reseau-de-l-eau-propos-polemiques-emmanuel-macron-s-explique-dans-les-medias-mahorais-20241220>